



ATELIER DE CONCERTATION

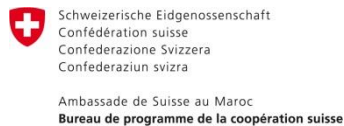
GESTION PARTICIPATIVE DES RESSOURCES EN EAU DANS
LES SECTEURS N1-2 ET N1-3 DU PERIMETRE N'FIS
COMPTE-RENDU SYNTHETIQUE

Atelier multi-acteurs N°1

10 DECEMBRE 2019

Auteurs : Abdessamad Hadri
Amar Imache
Lisode

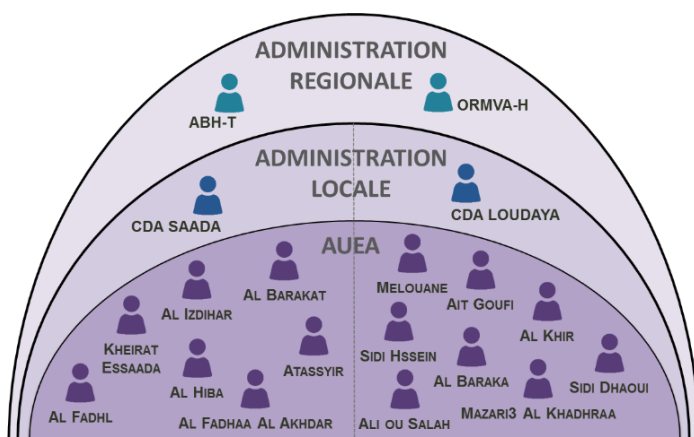
VERSION : DECEMBRE 2019



RAPPEL DE LA DÉMARCHE

Dans le territoire du N’Fis, les agriculteurs de la Grande Hydraulique en général, et particulièrement ceux des secteurs N1-2 et N1-3, souffrent d’un déficit notable de fourniture en eau de surface en raison des sècheresses récurrentes observées ces dernières années. Etant donné que cette situation entraîne impérativement le recours aux eaux souterraines déjà dans un état de surexploitation avancé, une dynamique collective qui vise l’usage économe et efficient des ressources en eau a été mise en place. Le projet de reconversion collective des périmètres irrigués en cours de mise en place par l’Office de Mise en Valeur Agricole du Haouz, présente une opportunité à la fois pour les agriculteurs et les gestionnaires concernés, pour arriver ensemble à des solutions permettant l’amélioration de la gestion de l’eau et garantir la durabilité de l’activité agricole. Cette dynamique s’inscrit dans le cadre de la Déclaration Régionale de Marrakech pour l’Eau signée en 2018 et s’appuie sur davantage de dialogue et de concertation qui impliquent toutes les parties prenantes.

UNE CONCERTATION ENTRE AUEAs ET ADMINISTRATIONS POUR UNE GESTION PARTICIPATIVE DES RESSOURCES EN EAU



GESTION PARTICIPATIVE DES RESSOURCES EN EAU

d’équipement achevés et qui participeront d’autant plus dans la distribution et la gestion de l’eau.

En vue de réussir les efforts déployés en matière d’économie d’eau, l’objectif aujourd’hui est donc de créer un espace de concertation pour définir collectivement des règles de gestion, d’économie et de contrôle des eaux d’irrigation applicables à tous les agriculteurs dans les secteurs concernés. Cet espace de dialogue présente un intérêt certain pour les agriculteurs qui développeront ainsi une vision plus claire sur le devenir des AUEAs une fois les travaux

LA FINALITÉ : UN CONTRAT DE GESTION PARTICIPATIVE

Le contrat de gestion participative constitue l’outil idéal pour mettre en œuvre des actions concrètes garantissant l’engagement des agriculteurs d’une part, et des gestionnaires concernés d’autre part. Il peut couvrir à la fois des aspects organisationnels des AUEAs (p.ex. développement des activités, mécanismes d’échange, fédération, ...), la définition des mécanismes de participation des usagers à la gestion et au contrôle de la ressource, la mise en place d’incitations aux bonnes pratiques d’économie d’eau, ou encore la réalisation d’études approfondies et de programmes d’encadrement des agriculteurs ciblés et préalablement identifiés.

Ce document est le compte-rendu de la première étape de la concertation multi-acteurs (Présidents des AUEA concernées et différentes administrations) afin de débattre collectivement de la situation actuelle dans le N’Fis, prendre connaissance de la vision de chaque partie et acter un diagnostic commun des principaux enjeux dans la zone.

PRINCIPAUX RESULTATS DE LA RENCONTRE

La rencontre a débuté par un mot de bienvenue à plusieurs voix : Ssi Sghir de l'ORMVAH, Ssi Chtoui de l'ABHT, et Si Adnan de la GIZ. Au total, 10 personnes supplémentaires ont rejoint les présidents des AUEA : cinq agents de l'ORMVAH dont les deux directeurs des CMV Saada et Loudaya, deux agents de l'ABHT, un agent de l'ONCA ainsi que deux observateurs du BET en charge de la mise en œuvre de l'école au champ « eau d'irrigation ».



Brise-glace et attentes des représentants de l'administration



Après un exercice dynamique de partage de la ressource (en extérieur), qui questionne notamment les logiques de répartition et d'équité, le tout dans une bonne humeur pour préparer la suite de la journée, les participants sont revenus en salle pour dialoguer. Les représentants de l'administration ont pris la parole à tour de rôle pour exprimer leurs attentes :



ATTENTES DE L'ADMINISTRATION

- ✓ Atteindre une efficacité des AUEA sur le terrain
- ✓ Arriver à un même niveau de connaissances sur l'état des eaux souterraines
- ✓ Valoriser les ressources en eau (nouvelles techniques)
- ✓ Arriver à un usage et une gestion raisonnée des ressources en eau
- ✓ Arriver à une adéquation du conseil agricole avec la demande des agriculteurs
- ✓ Trouver le moyen de faire du conseil agricole à la parcelle
- ✓ Améliorer la coordination entre administrations
- ✓ Arriver à une coordination entre AUEA et administrations
- ✓ Hausser le niveau de connaissance et de technicité des AUEA
- ✓ Faire venir la recherche scientifique
- ✓ Mieux connaître les ressources en eau disponibles pour un meilleur partage
- ✓ Améliorer la communication des AUEA envers les agriculteurs (ABHT-ORMVAH)



Plusieurs de ces attentes étaient en phase avec celles des AUEA, notamment en ce qui concerne le niveau de connaissance sur les ressources en eau disponibles, le conseil agricole sur mesure et les besoins de coordination entre agriculteurs et administration. La principale attente nouvelle lors de cet échange concerne le rôle potentiel de la recherche scientifique dans ce contexte.

Rappel des attentes des AUEA et des résultats du diagnostic posé par les AUEA

Deux présidents d'AUEA volontaires (Ssi Rachid de l'AUEA *Al Hiba* et Ssi Ahmed de l'AUEA *Al Tourab*) ont présenté respectivement les attentes exprimées par les AUEAs lors du premier atelier de préparation et un rappel des résultats du diagnostic produit lors du second atelier de préparation.



ATTENTES DES AUEA :

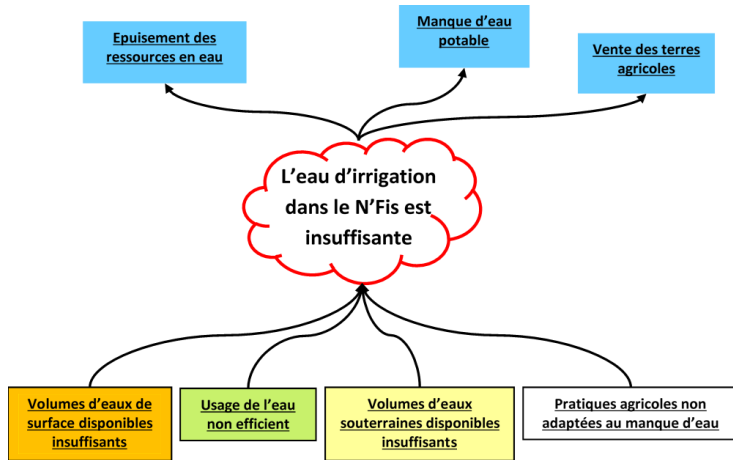
- ✓ Une meilleure organisation des associations
- ✓ Pendre connaissance de la situation des ressources en eau
- ✓ Connaître les possibilités de subvention pour les bassins d'irrigation
- ✓ Se rapprocher davantage de l'administration
- ✓ Résoudre le problème de partage des bornes
- ✓ Faciliter les procédures administratives
- ✓ Renforcer la concertation
- ✓ Participer au programme de partage des eaux d'irrigation
- ✓ Résoudre le problème du foncier
- ✓ Coopérer pour résoudre les problèmes
- ✓ Nouvelles informations sur l'énergie solaire et la filtration des eaux
- ✓ Comment collecter les eaux pour l'irrigation

Entre les deux interventions des deux présidents d'AUEA, une présentation a été faite par Abdessamad Hadri sur la situation actuelle de l'eau dans le N'Fis, illustrée à travers différentes cartes,



graphiques et autres données techniques et qualitatives issues des études précédentes ainsi que des ateliers de préparation des AUEA à cette rencontre.

Ce rappel s'est donc terminé par la présentation aux représentants des différentes administrations, des principaux éléments issus du diagnostic des enjeux établi par les présidents des AUEA lors du second atelier de préparation.

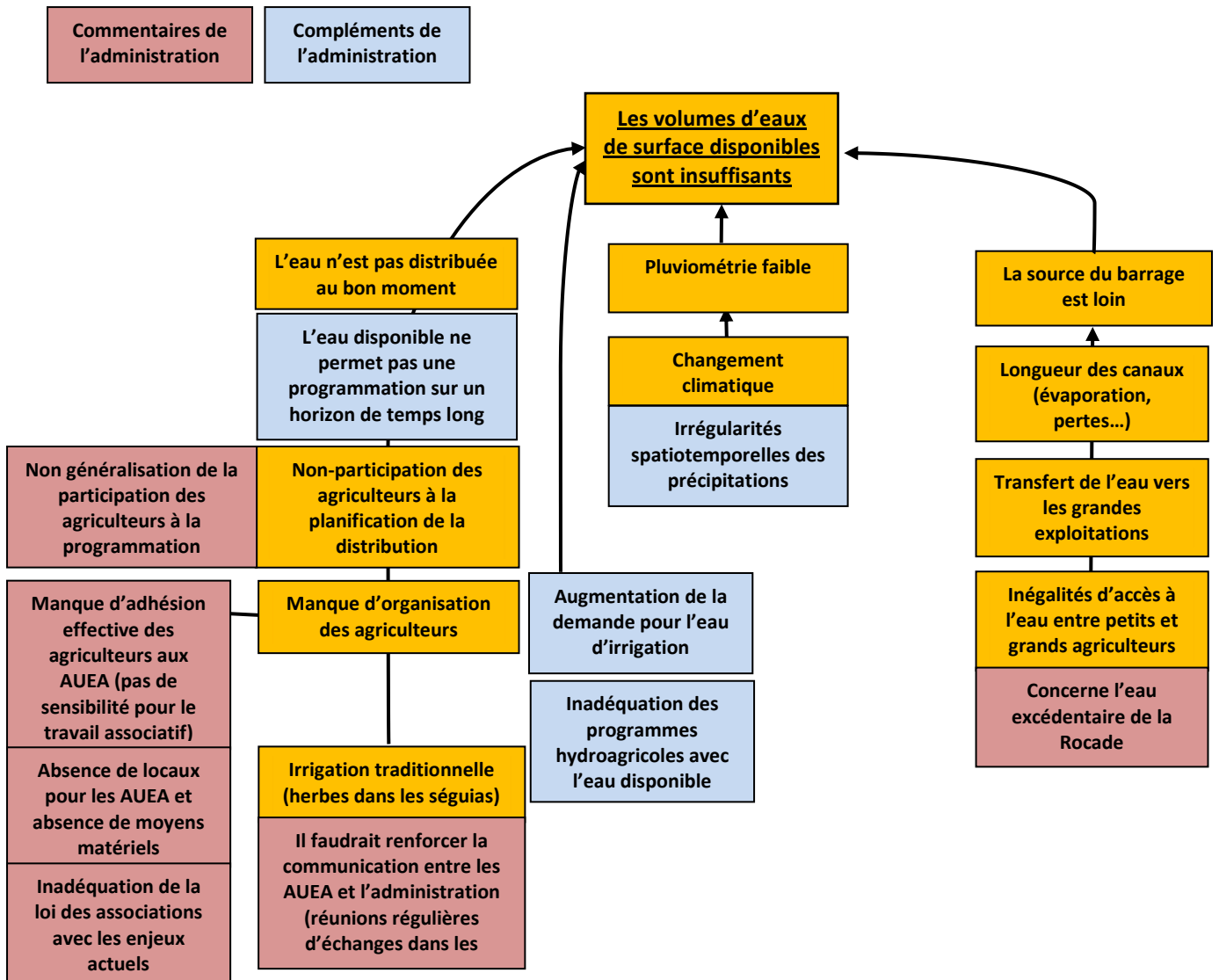


VALIDATION DU DIAGNOSTIC DES ENJEUX

Pour chacun des 4 volets du diagnostic établi par les AUEA, les administrations présentes ont été invitées à se répartir en deux groupes de travail pour commenter, compléter et suggérer toute nouvelle idée pouvant rendre le diagnostic le plus complet possible et par là même obtenir in fine un diagnostic partagé. Ainsi, il a été proposé un groupe sur la fois l'insuffisance des eaux de surface et la non efficacité de l'usage de l'eau à la parcelle ; un second groupe sur l'insuffisance des eaux souterraines et les pratiques agricoles inadéquates au manque d'eau.



Résultats sur l'enjeu EAUX DE SURFACE

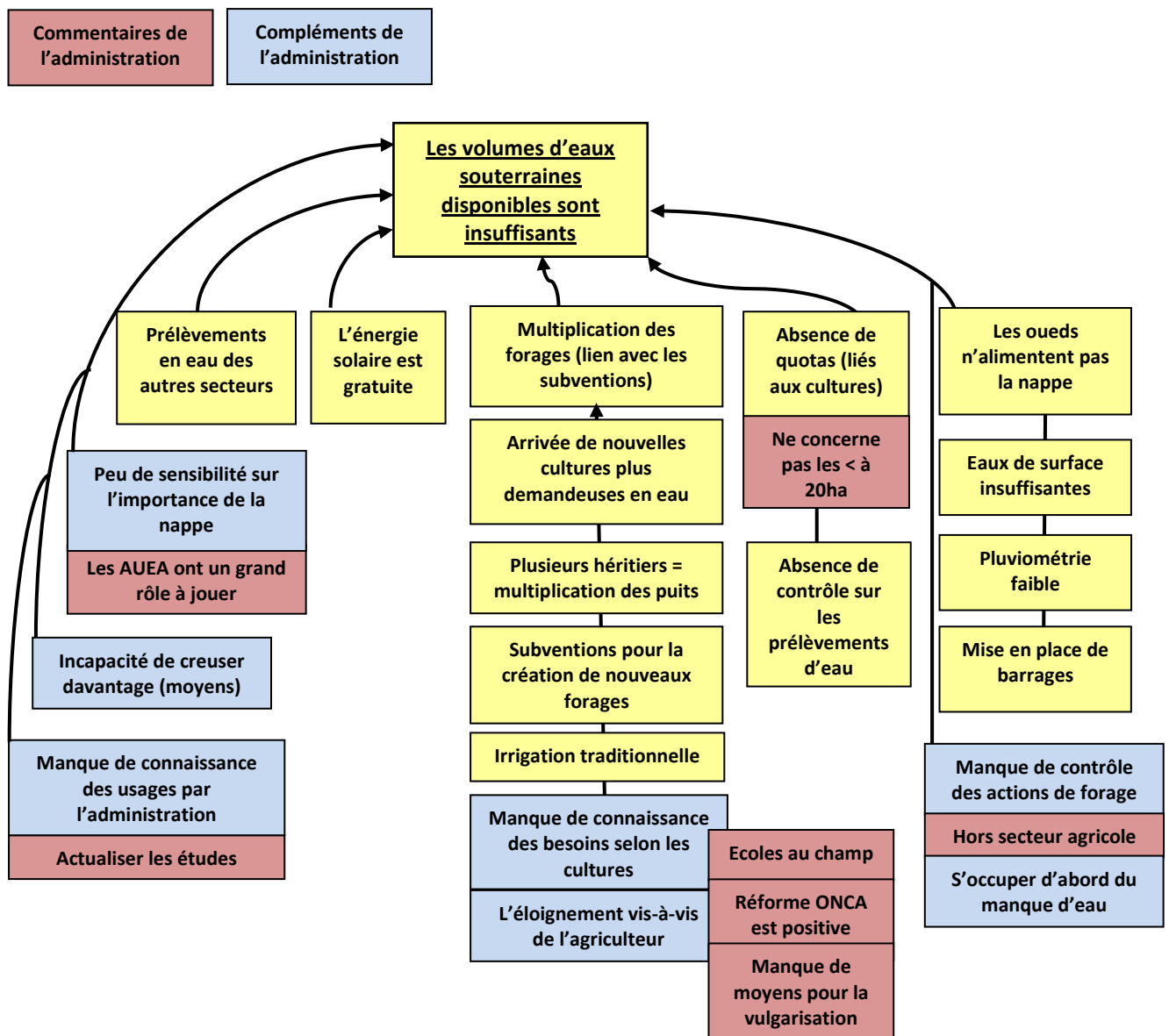


Les compléments de l'administration sur l'enjeu EAU DE SURFACE concernent principalement l'impossibilité de planifier suffisamment longtemps à l'avance au regard des incertitudes qui concernent l'eau disponible (le taux de remplissage des barrages est influencé fortement par les irrégularités spatiale et temporelle des précipitations) dans un contexte d'une forte augmentation de la demande en eau d'irrigation. Ceci est d'autant plus problématique que les mises en cultures (hors arboriculture) ne peuvent pas prendre en compte cette variable aléatoire qui implique souvent un recours aux souterraines pour ceux qui en ont l'accès. Par ailleurs, bien qu'il ne se fasse pas d'une manière systématique et au niveau de tous les CMVs, la programmation des tours d'eau doit se faire à travers des réunions entre l'Office et les AUEAs au début de chaque campagne agricole. Par conséquent, et afin d'éviter tout manque de communication avec l'ensemble des agriculteurs sur la programmation de ces tours d'eau, des rencontres régulières dans les CMV par exemple, en présence des représentants de l'ORMVAH pourrait être une piste prometteuse d'amélioration.

En termes d'égalité d'accès aux eaux de surface entre les agriculteurs, il a été précisé que les dotations se font sur la base des hectares cultivés par chaque agriculteur et que les excès lâchés occasionnellement au niveau des messrefs (cours d'eau) et dont bénéficient quelque agriculteurs (petits et grands selon le tracé naturel du messref) sont dus à la capacité de stockage du réservoir installé à la terminaison de la rocade. L'Office est en train d'étudier des solutions techniques afin de remédier à ce problème.

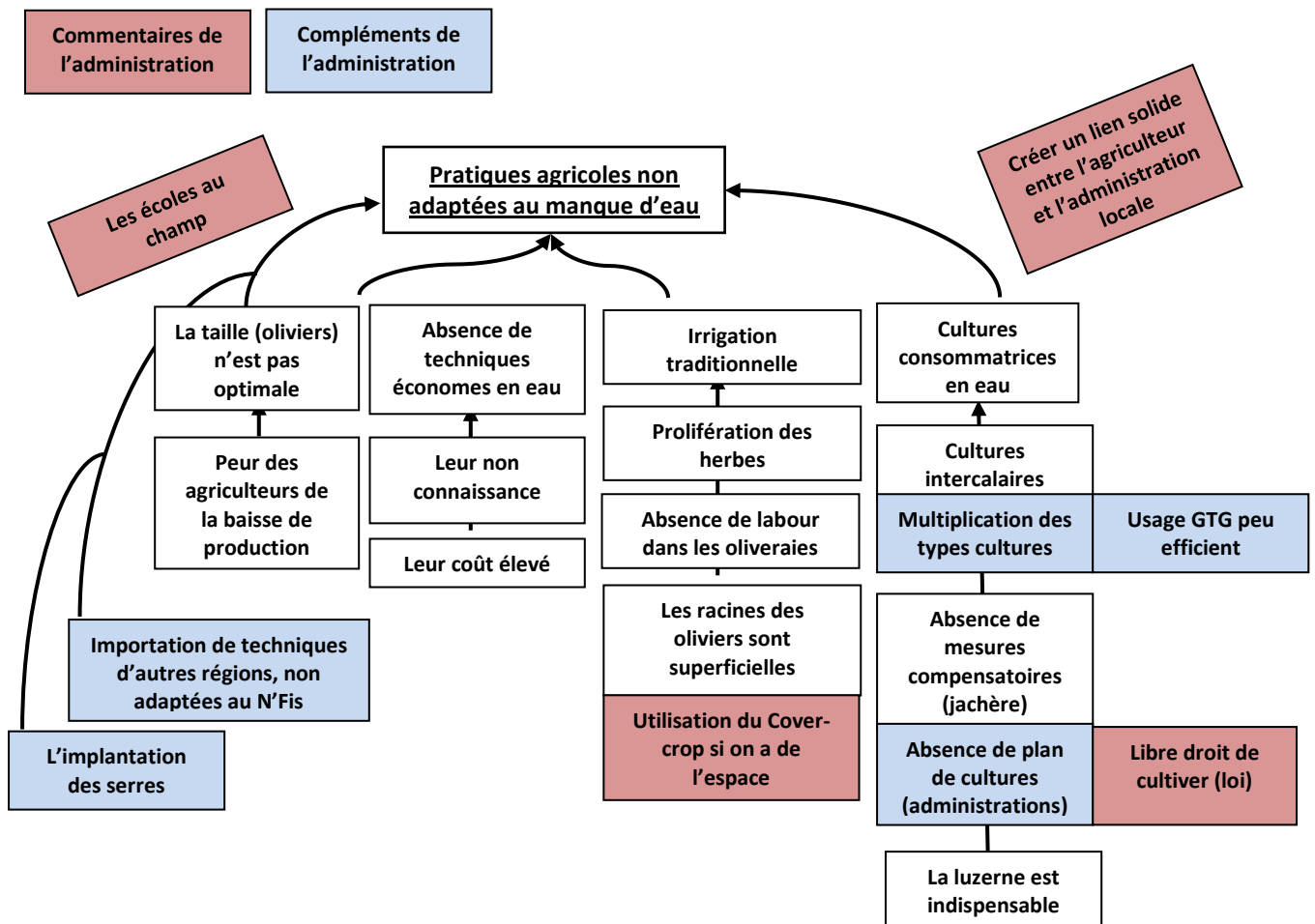
Enfin, le statut légal des associations a été également évoqué pour insister sur une nécessaire réforme qui pourrait permettre aux AUEA de faire face aux défis qui s'imposent aujourd'hui à l'agriculture irriguée.

Résultats sur l'enjeu EAUX SOUTERRAINES



Concernant les eaux souterraines, les principaux compléments de l'administration concernent le manque de maîtrise des usages agricoles liés à la nappe, ceci suppose donc des études actualisées qui relatent la réalité du terrain (besoins, nombres de points d'eau, type de matériel d'irrigation, pratiques...). Aussi, la question des contrôles, notamment des foreurs, reste un point faible pour l'administration car le constat est clair « il est impossible de vraiment contrôler » ; pour cela la sensibilisation et l'implication des citoyens en général et des irrigants en particulier, semble faire consensus auprès des participants, sur l'importance stratégique des ressources en eau souterraines. Quant à la maîtrise des irrigations selon les besoins des cultures par les agriculteurs, l'idée des écoles au champ semble répondre (même partiellement) à ce besoin, avec l'appui de l'ONCA.

Résultats sur l'enjeu PRATIQUES AGRICOLES



Concernant les pratiques agricoles, les participants ont complété le diagnostic des AUEA à travers 5 points :

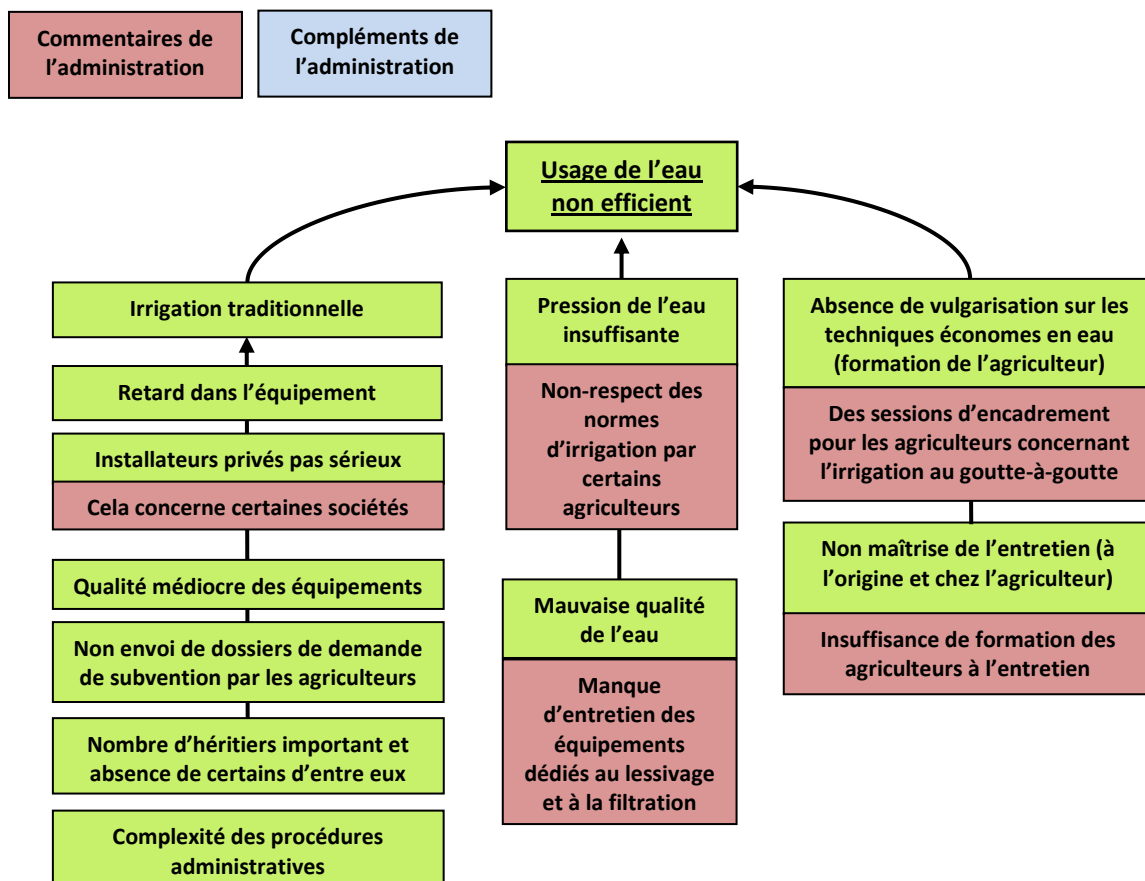
- D'abord la question du nombre de cultures pratiquées qui s'avère aujourd'hui important, notamment pour les cultures maraîchères souvent pratiquées en intercalaire ;
- Il est question également d'efficacité d'usage du goutte-à-goutte pour ces cultures (la combinaison d'un même système d'irrigation pour l'arboriculture et les cultures maraîchères conduit parfois à une hybridation du goutte-à-goutte avec l'irrigation gravitaire ;
- Par ailleurs, l'absence de plan de culture que pourrait proposer l'administration agricole compétente (du fait de la loi marocaine qui donne le droit au libre assolement), a été soulevé

comme étant un point potentiellement intéressant à traiter dans le cadre de la présente concertation ;

- Certains choix culturels (taille, type de cultures, rotations...) sont influencés par des pratiques connues dans certaines régions (comme le Gharb ou le Tadla). Ces choix ne sont pas toujours compatibles avec le contexte du N’Fis qui connaît un manque d’eau chronique ;
- Enfin, les cultures sous-serres qui se sont développées dans la région sont aussi source de pression sur les ressources en eau et font donc parties des pratiques agricoles non adaptées à la région.

Les participants ont insisté sur la nécessité de renforcer les liens entre les agriculteurs et les administrations agricoles locales comme un préalable indispensable à toute action collective. Les écoles au champ ont été aussi suggérées ici comme une option sérieuse qui pourrait aider à lever certaines contraintes, sous réserve que celles-ci soient bien réfléchies avec les concernés.

Résultats sur l’enjeu EFFICIENCE DE L’USAGE DE L’EAU



En ce qui concerne l’enjeu EFFICIENCE DE L’USAGE DE L’EAU, les représentants de l’administration n’ont pas rajouté d’autres éléments au diagnostic, cependant, ils ont réagi sur certains points à travers quelques remarques.

- D’abord pour ce qui est du manque/absence de vulgarisation sur les techniques économes en eau, l’appui régulier à la parcelle à travers des sessions de formation/encadrement des agriculteurs à l’utilisation du goutte-à-goutte semble indispensable ;

- Idem pour tout ce qui concerne l'entretien. Le diagnostic révèle un besoin évident en termes de capacitation des irrigants sur l'entretien du matériel et équipements liés à l'eau. Ceci expliquerait d'ailleurs en partie le problème de faible pression que vivent certains irrigants dans leur quotidien ;
- Aussi, et au-delà de la non-maîtrise de certains savoirs pratiques et techniques liés à l'usage des techniques d'irrigation modernes, certains agriculteurs (pour des raisons économiques et / ou de main d'œuvre) optent pour le non-respect de certaines normes relatives à l'irrigation localisée (par exemple, l'ouverture de plusieurs robinets de goutteurs en même temps ce qui conduit à la chute de la pression) « on sait bien qu'il ne faudrait pas faire comme ça, mais on n'a pas le choix » ;
- Enfin, concernant les sociétés d'installation des réseaux de goutte-à-goutte mandatées pour l'équipement intérieur des parcelles, certaines sont montrées du doigt quant à leur manque de sérieux et de rigueur dans leur travail. Outre les délais de réalisation qui peuvent être très longs pour certains (plusieurs années), la qualité des équipements proposés est également remise en cause parfois.

EVALUATION À CHAUD DE LA PREMIÈRE RECONTRE MULTIACTEURS

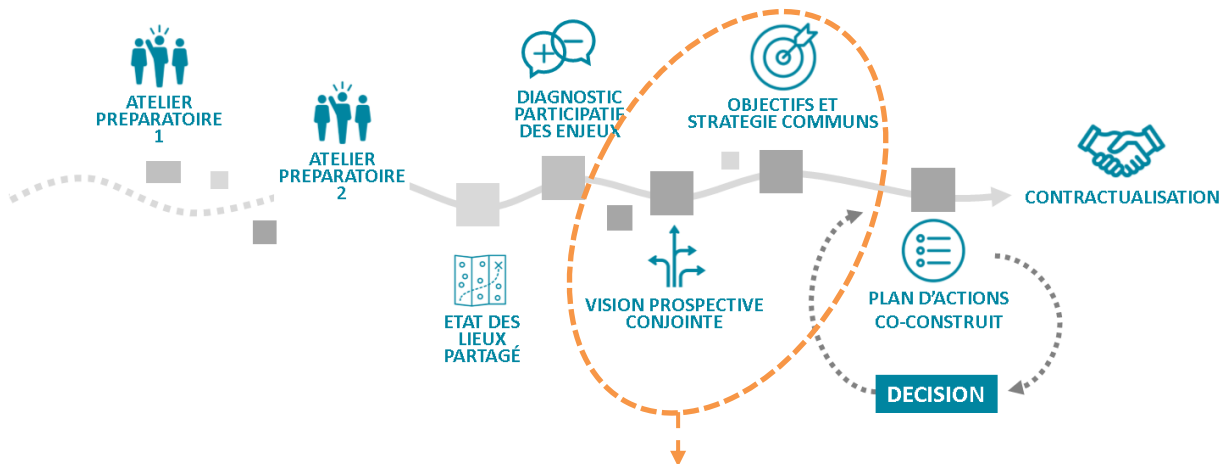
A l'issue de cette journée d'échanges, les participants étaient debout, formant un cercle, à l'extérieur de la salle et ceux qui le souhaitaient ont pris la parole à tour de rôle pour partager leur ressenti, les principaux points ci-dessous ont été soulevés avec les propres mots des participants :

- « Nous vous remercions tous de votre présence, je pense que nous sommes arrivés aujourd'hui à un beau résultat ensemble, mais ce travail doit toucher les autres agriculteurs »
- « Nous commençons incontestablement à sentir un véritable intérêt, nous vous remercions tous »
- « Nous sommes ravis de ce que nous avons produit, il faut passer aux actions rapidement »
- « Nous remercions chaleureusement nos frères de l'administration qui ont bien voulu venir et nous écouter, ils sont patients et nous les en remercions »
- « Nous remercions avant tout la coopération maroco-allemande, sans qui tout ça n'aurait pas été possible, et nous remercions tous les participants, nous sommes très contents de cette rencontre »
- « Je remercie sincèrement les présidents des AUEA, même si le cadre a été garanti par des spécialistes du dialogue grâce aux moyens mis à disposition par la coopération maroco-allemande, la qualité des échanges était vraiment appréciable et pour une fois nous n'avons pas dévié de notre sujet de discussion, merci à tous »
- « Je suis très agréablement surpris par la qualité des propos portés par les AUEA, la préparation a montré ses effets, et j'espère que désormais cette façon de faire se généralisera en termes de dialogue et de respect mutuel, bravo à tous »
- « C'est la première fois que j'ai senti que nous sommes allés au bout d'une discussion sur un même sujet, d'habitude on aborde tous les sujets au même temps et on n'avance pas, merci à tous »
- « Nous remercions bien entendu les organisateurs de cette rencontre et les cadres de l'administration qui ont fait le déplacement, mais les plus grands remerciements

sont adressés aux agriculteurs qui ont sacrifié déjà plusieurs journées, en délaissant leur travail ô combien cher à leurs yeux : merci à vous et désolé pour ces horaires, on essaiera de mieux se caler la prochaine fois ! »

- « Merci à tous, j'ai beaucoup apprécié vous entendre et participer aux échanges, comme vous le savez, je suis agronome, je suis à votre disposition à tout moment pour tout conseil ».

PROCHAINES ETAPES



Désormais, nous avons un diagnostic des enjeux complet et partagé par les présidents des AUEA et les différentes parties prenantes institutionnelles concernées par le N'Fis. Sur la base de ce diagnostic, un prochain atelier de prospective participative sera organisé dans les semaines à venir, afin d'identifier collectivement les chantiers qu'il convient d'approfondir autour d'objectifs communs et de stratégie commune.

Cette prochaine étape aboutira à des axes de travail opérationnels dans lesquels les tâches, les rôles et les responsabilités de chaque partie prenante commenceront à se préciser peu à peu afin de déboucher, lors des autres rencontres prévues, sur les principaux éléments constitutifs pour un CGP.